



## Comité Technique Ministériel du 18 novembre 2013

### Déclaration préliminaire FORCE OUVRIÈRE

Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs,  
Camarades,

#### « *Take the Money and Run* »\* !

Cette fin d'exercice budgétaire d'austérité, faillitaire pour les uns et annonciatrice de généreuses étrennes pour d'autres, nous renvoie au titre de ce qui, lors de sa sortie en salle, était présenté comme une fiction.

Et la fiction devient réalité ici, maintenant.

C'en est à se demander si Bercy ne devrait pas nommer Woody Allen en qualité de contrôleur financier de ce ministère...

Au moment où l'administration devait verser la part d'indemnité temporaire de mobilité qui revient à ses agents qui y sont éligibles, elle vient de les informer qu'elle n'est pas en mesure d'honorer sa dette et que ces derniers n'ont qu'à ... se retourner vers les services sociaux s'ils se trouvent, de ce fait, en difficulté avec leur banque en cette fin d'année...

Et on le serait à moins !

Y compris pour les plus fragiles d'entre eux - ceux de catégorie C - qui sont les seuls à avoir bénéficié, en cette triste année 2013, d'une mesure indiciaire après trois ans de gel du point d'indice.

4,63 euros pour certains d'entre eux comme je vous le disais lors de la réunion du 26 septembre dernier de la présente instance :



4,63 euros qu'ils devront rendre dès le 1<sup>er</sup> janvier prochain et qui ne suffiront même pas à couvrir l'augmentation de la soi-disant cotisation pour pension !

**Et pendant ce temps-là le ministère s'apprête à transférer la gestion de nouvelles recettes fiscales à des consortium et à leur laisser en reverser directement une part colossale à leurs actionnaires !**

Et dans le même temps il s'apprête en catimini – mais [le pot aux roses vient d'être découvert](#) – à prolonger la durée des concessions pour faire payer aux générations futures les travaux d'entretien qu'il ne pourrait plus réaliser lui-même aujourd'hui sur les routes ? Et pour bien évidemment un coût moindre (de moitié, si ce n'est du tiers...).

Et, toujours dans le même temps, au nom d'une égalité de traitement que nous appelons de nos vœux – c'est-à-dire pour tous - mais circonscrite ici à seulement quelques-uns (toute la différence entre « égalité » et « équité »), il s'apprête à harmoniser vers le haut les régimes indemnitaires de ... ses seuls cadres A++ !

Et qui verront les plafonds de leurs primes annuelles bondir ainsi d'un coup de 9 600 euros pour les plus « modestes » - si l'on peut dire - d'entre eux et jusqu'à 26 038 euros pour d'autres !

Ça donne ça, Monsieur le Président :



Vous comprendrez dans ces conditions que nous continuerons, pour ce qui nous concerne en cette période troublée dans tous les sens et contre-sens, à ne pas nous tromper de camp. Et à soutenir les salariés qui se révoltent contre ces politiques qui en deviennent carrément obscènes.

Car nous savons bien que toutes les taxes nouvelles ou augmentées – fussent-elles aujourd'hui « peintes en vert » ou, comme d'autres le faisaient il y a peu, qualifiées de « sociales » - ne pénaliseront au bout du bout non pas tant les intérêts des lobbies industriels et financiers en lutte que le pouvoir d'achat des consommateurs et, finalement, des salariés.

Et que cette politique économique aveuglément insensée continue à accélérer la destruction de l'économie et l'emploi comme le démontrent tout autant au niveau national les chiffres qu'au niveau européen l'évolution de la situation économique et/ou des sacrifices sociaux chez nos voisins.

Aussi saluons-nous ici les actions engagées par les agents publics à Mayotte, par les inspecteurs et délégués au permis de conduire et à la sécurité routière. Par les enseignants et par tous les salariés décidés à en découdre.

Et appelons-nous les agents de ce ministère à se préparer à se mobiliser si le projet de dépouillement de compétences des ministères au profit de préfets devait se poursuivre dans le cadre de la MAP et la RéATE 2 dans la continuité de son instauration par la RGPP et la RéATE 1.

Sauf si nos ministres démontrent encore un minimum de capacité – voire de volonté – à résister contre la captation de leurs prérogatives par le corps préfectoral...

Nous serons bientôt fixés puisque l'examen de ce nouveau dépeçage aura lieu au [Conseil supérieur de la fonction publique de l'État le 29 novembre prochain](#).

Nous verrons si, après les tortures morales et financières imposées à ses agents, nos ministres sont maintenant prêts à ... se mutiler pour plaire au Marché ! !

Je vous remercie.

**\* film de Woody Allen sorti en salles en France en 1972 sous le titre « *Prends l'oseille et tire-toi* ».**